

# Investir sur les agriculteurs pauvres : une stratégie porteuse

## Repenser la manière d'investir dans l'agriculture

***Pendant des décennies, la faiblesse des investissements publics dans l'agriculture a laissé les agriculteurs extrêmement vulnérables face à l'instabilité des prix, aux crises climatiques et économiques, et sans moyen pour sortir de la pauvreté. Les bailleurs de fonds et les gouvernements doivent concevoir le soutien à l'agriculture comme partie intégrante de la solution à long terme aux crises alimentaires, financières et climatiques. Seul un engagement fort des Etats à investir davantage et plus judicieusement dans l'agriculture pourra améliorer la croissance agricole mondiale et les moyens de subsistance ruraux pour ainsi réduire la pauvreté. Ces investissements doivent profiter avant tout aux populations pauvres oubliées qui vivent dans des zones marginalisées et s'adapter au contexte local. Ils doivent promouvoir des moyens de subsistance ruraux durables qui profiteront autant aux hommes qu'aux femmes.***

## Résumé<sup>1</sup>

En juillet 2008, les prix mondiaux des produits alimentaires ont atteint leur plus haut niveau depuis le début des années 1970. Les aliments disponibles dans les épiceries sont devenus inaccessibles, provoquant des émeutes. Au total, cent millions de personnes supplémentaires se sont retrouvées au nombre des êtres humains ne mangeant pas à leur faim, élevant le nombre total à presque un milliard à l'échelle mondiale. Et ce nombre pourrait encore augmenter car les prix des produits alimentaires sont restés à un niveau élevé et continuent à augmenter sur de nombreux marchés locaux.

Et pourtant, au 20<sup>e</sup> siècle, la productivité agricole a connu une croissance sans précédent. Les moteurs de cette croissance ont été les forts investissements des gouvernements dans la recherche et le développement (R&D) agricoles et dans les secteurs associés. Les résultats de ces politiques ont été particulièrement visibles dans les « révolutions vertes » du riz et du blé, en Asie durant les années 1960 et 1970. Au cours de cette période, la production de riz a augmenté de 32 pour cent et celle de blé de 51 pour cent. Si ces progrès n'avaient pas eu lieu, les déficits alimentaires dans le monde à l'heure actuelle seraient

bien plus importants.<sup>2</sup>

L'ironie, c'est que ces succès ont contribué à la confiance générale concernant l'offre alimentaire mondiale, alors même que de nombreuses personnes tombaient dans le dénuement.<sup>3</sup>

Cette foi a entraîné durant des dizaines d'années des investissements très limités dans l'agriculture dans les pays en développement. L'aptitude des agriculteurs à faire face à l'instabilité des prix, aux chocs climatiques et économiques, ou à sortir de la pauvreté a été dramatiquement réduite. Or, de leur côté, les pays riches n'ont pas ignoré leurs propres secteurs agricoles. Entre 1986 et 2007, les États-Unis et l'Union européenne (UE) ont en moyenne investi respectivement 17.765 et 7.614 dollars US par an et par exploitation agricole contre 1,01 dollars US (États-Unis) et 2,46 dollars US (UE) investis dans les petites exploitations des pays pauvres durant presque la même période.<sup>4</sup> Un montant ridicule ! Et quand bien même des investissements ont eu lieu, leur montant a été insuffisant, leur portée inadéquate et leur distribution inégale. Au final, ils n'ont pas permis de satisfaire les besoins de nombreuses communautés agricoles, en particulier ceux des petits propriétaires, des femmes et des ouvriers agricoles des zones marginalisées.

Le Rapport mondial sur le développement humain de 2008 a ranimé l'intérêt pour l'agriculture en tant qu'élément central des stratégies de réduction de la pauvreté et de la faim. En conséquence, les investissements de tous les bailleurs de fonds ont augmenté de presque 25 pour cent, passant de 3,8 milliards de dollars US en 2006 à 5 milliards en 2007.<sup>5</sup> La crise alimentaire de 2008 a ensuite attiré l'attention publique sur la crise de l'agriculture. Les bailleurs bilatéraux et multilatéraux sont alors intervenus, de manière rapide mais insuffisante. Cette action fut rapidement éclipsée par l'impact de la crise financière mondiale, de la récession qui a suivi et de la réponse qui leur a été apportée. Les banques et autres organismes de crédit accaparaient déjà toute l'attention et accentuaient un peu plus les effets de la crise alimentaire.

Depuis janvier 2009, au moins 8 700 milliards de dollars US ont été injectés dans le secteur financier mondial afin de relancer les flux commerciaux et de crédit<sup>6</sup>. La communauté des bailleurs de fonds compte ses sous alors que les gouvernements nationaux voient leurs revenus diminuer, au risque de gommer tous les gains obtenus au cours des dernières décennies en faveur de la réduction de la pauvreté. Dans le pire des scénarios, le chômage au niveau mondial pourrait toucher 231 millions de personnes et 53 millions de plus pourraient se retrouver prises au piège de la pauvreté, survivant avec moins de 2 dollars US par jour.<sup>7</sup> Les bailleurs de fonds et les gouvernements doivent comprendre que les investissements dans l'agriculture sont une solution à long terme aux crises alimentaire, financières et climatique. Dans les pays pauvres dont l'économie dépend de l'agriculture, la croissance agricole et son corolaire de fort besoin de main-d'œuvre, de produits et de services ruraux permettraient de réduire la pauvreté.

La croissance agricole mondiale et les moyens de subsistance des populations rurales ne peuvent être améliorés et la pauvreté ne peut être réduite sans un investissement public adéquat, tant sur les montants que sur la destination, notamment dans les domaines de la recherche et du développement agricoles, du développement rural et des secteurs associés : éducation, infrastructures, santé et environnement. Face à la faible rentabilité des investissements dans ces domaines, et donc du peu d'intérêt des investisseurs du secteur privé, le secteur public et le secteur non-lucratif doivent jouer un rôle plus important. Les impacts de tels investissements en terme de réduction de la pauvreté, et non en simple terme de rentabilité financière, en font une stratégie payante.

Un financement important et prévisible, sur le long-terme, du développement agricole est d'une importance cruciale. L'agriculture est un secteur diversifié et dynamique. Face à l'extrême diversité des situations, un modèle de développement « unique » ne sera pas efficace. Les investissements agricoles doivent être adaptés aux conditions et aux acteurs en présence dans des zones différentes. Tout comme il n'y a pas de technologie unique fonctionnant partout, la technologie elle-même n'est qu'un élément de la réponse. Pour lutter contre la pauvreté, des investissements doivent être réalisés dans l'agriculture et dans les secteurs associés qui la soutiennent, mais également au-delà du seul secteur agricole.

Il est aussi important de déterminer les lieux et les personnes auxquels sont destinés les investissements. Les investissements agricoles doivent atteindre ceux qui n'ont pas profité des gains de productivité du siècle dernier – soit, selon les estimations, les deux tiers des agriculteurs des pays à revenu faible et intermédiaire. Des populations qui vivent dans des environnements sujets aux risques ou dans des lieux isolés, ou les deux, et pour lesquels il existe peu d'opportunités de travail non agricoles. Du fait de leur exclusion physique, sociale et politique, ces zones présentent une pauvreté plus prévalente. Les migrations entraînées par ces conditions de vie désespérées exacerbent les problèmes sociaux, en particulier pour les femmes. La précarité du travail et les problèmes liés aux droits fonciers alimentent un peu plus l'économie informelle. Les femmes restées dans les exploitations agricoles n'ont pas toujours le temps, les biens ni le capital social nécessaires pour développer des activités agricoles productives. Ainsi, un investissement assurant un traitement équitable des femmes et des hommes est fondamental.

Les agriculteurs vivant dans des zones marginalisées se trouvent aussi sur les terres les plus dégradées et doivent souvent porter le fardeau de la conservation de la biodiversité et de la gestion de certains des sols les plus fragiles au monde. Ils sont donc des alliés cruciaux dans la lutte contre le changement climatique. Pour aborder la conservation des ressources dans une optique de long terme, il faudrait passer d'une approche purement technologique à un modèle axé sur l'environnement. Au lieu de se concentrer seulement sur l'augmentation des rendements, les investissements doivent également chercher à promouvoir la durabilité environnementale.

Les investissements dans l'agriculture doivent être dirigés vers les personnes. La capitalisation des connaissances des populations, en particulier des femmes, dans les zones rurales et le soutien à des méthodes agricoles durables sur le plan environnemental grâce à une conception participative doivent être la priorité. En termes opérationnels, les investissements doivent être impulsés par la demande, mais aussi englober une combinaison des éléments suivants : recherche scientifique de pointe, modèles de développement et de diffusion des technologies peu coûteuses et impulsées par les agriculteurs, expansion de la chaîne de valeur, y compris l'autonomisation des parties prenantes et instruments permettant une meilleure gestion des risques. Les producteurs et les ouvriers ont besoin d'une protection et d'une mise en application de base de leurs droits du travail. Les gouvernements doivent aider les détaillants et les employeurs à créer un environnement plus inclusif. La finalité des investissements doit être la réduction de la pauvreté et, la promotion de la durabilité environnementale. Les femmes et les communautés rurales doivent enfin avoir les moyens de développer des moyens de subsistance ruraux durables. Les indicateurs de succès pour les bailleurs de fonds et les gouvernements doivent être mesurés sur ces seuls critères.

### **Oxfam recommande aux bailleurs de fonds, aux gouvernements nationaux et aux investisseurs privés de :**

- 1. Placer l'agriculture au centre de leurs préoccupations.** Pour réduire la pauvreté, l'agriculture doit redevenir une priorité absolue pour les gouvernements et les bailleurs de fonds.
- 2. Investir davantage et plus judicieusement.** Les investissements dans l'agriculture doivent être plus importants que ceux initialement prévus. Ils doivent être prévisibles, transparents, non conditionnés, canalisés à travers le soutien budgétaire et complétés par des financements destinés aux groupes de la société civile, pour qu'ils jouent leur rôle de « sentinelle » des gouvernements voire celui de prestataires de services.
- 3. Reconnaître la diversité des environnements et des investissements qui y sont liés.** Les investissements dans l'agriculture et la recherche agricole pour les zones marginalisées doivent être participatifs, déterminés par la demande et réalisés en tenant compte de la spécificité de l'environnement où ils sont réalisés.

## Oxfam recommande que les gouvernements, avec l'aide des bailleurs de fonds, fassent tout pour :

**1. Comblent l'espace laissé par le secteur privé.** Étant donné que les investisseurs du secteur privé estiment peu rentable d'investir dans des zones marginales, le secteur public et le secteur non-lucratif doivent y jouer un rôle renforcé.

**2. Renforcer durablement les conditions de vie des populations rurales.** Les investissements publics dans l'agriculture sont primordiaux. Mais ils doivent s'accompagner d'investissements ruraux non agricoles, tels que les infrastructures ou encore l'éducation et les soins de santé, afin d'avoir un impact maximum sur la productivité et, *in fine*, sur la réduction de la pauvreté.

**3. Investir dans les zones marginales.** Les investissements agricoles doivent profiter à ceux qui n'en ont pas bénéficié : selon certaines estimations, 66 pour cent des pauvres en milieu rural seraient concernés. Une stratégie qui mettrait exclusivement l'accent sur les investissements agricoles dans des zones privilégiées serait contre-productive, et ce particulièrement dans les pays qui disposent de peu de terres à fort potentiel.

**4. Soutenir des technologies adaptées.** Il est nécessaire d'investir dans le développement de technologies nécessitant peu d'intervention externe et qui permettent de préserver les ressources, de réduire la dépendance à l'égard des intrants et de renforcer l'autonomisation des agriculteurs dans les zones marginales et privilégiées.

**5. Reconnaître qu'il n'y a pas de « solution miracle ».** Tout comme il n'existe pas de technologie unique, qui puisse fonctionner partout, la technologie elle-même n'est qu'un élément de la solution. Les investissements doivent également concerner les secteurs autres qu'agricole afin de fournir des filets de sécurité aux populations les plus vulnérables face aux chocs climatiques ou ceux liés au marché.

**6. Soutenir les agriculteurs et leurs communautés** pour qu'ils puissent participer à l'identification de leurs propres besoins et des investissements les mieux adaptés. Et renforcer les capacités de leurs organisations pour qu'elles puissent entreprendre des actions collectives afin de négocier de meilleurs prix et l'accès à de meilleurs services pour qu'*in fine*, les agriculteurs parviennent à autofinancer certaines priorités de développement.

**7. Considérer les personnes comme la principale ressource à développer.** Le seul apport d'une meilleure technologie ne suffira pas à éliminer la faim ou à améliorer la sécurité alimentaire. Les investissements dans des technologies agricoles efficaces dans les zones marginalisées requièrent des investissements considérables de la part des agriculteurs eux-mêmes. La plupart des nouvelles technologies prometteuses requièrent beaucoup de connaissances. Leur adoption et leur impact dépendent de l'éducation des agriculteurs en dehors de la scolarisation formelle, comme lors de formation professionnelle.

**8. Renforcer les droits du travail.** Les ouvriers agricoles salariés ont besoin d'une législation qui puisse être appliquée et qui garantisse une meilleure protection des travailleurs, des salaires minimum, des

retraites et un accès aux soins de santé.

**9. Investir dans les besoins des femmes.** Les femmes représentent la clé de voûte de la sécurité alimentaire. Les investissements dans l'agriculture doivent impliquer les femmes et aborder leurs besoins dans l'agriculture et les secteurs associés. Leur accès aux intrants et aux services financiers doit être amélioré afin de soutenir leurs initiatives.

# Notes

- <sup>1</sup> Trois documents de référence étroitement liés et une annexe technique ont été rédigés par Oxfam America pour soutenir le document d'information d'Oxfam International sur les investissements publics dans l'agriculture. Le premier résume les arguments en faveur de l'investissement dans l'agriculture comme stratégie pro-pauvres et examine les fonds assignés au secteur à l'échelle nationale et régionale (M. Smale, K. Hauser, N. Beintema et E. Alpert, 2009, *Turning the Tables: Global Trends in Agricultural Sector Investments*). Le deuxième, en cours de préparation, examine l'Aide officielle au développement dans le secteur de l'agriculture. Le troisième traite des options disponibles pour mobiliser les agriculteurs dans les zones marginales, en ce concentrant davantage sur les options de programme à l'échelle sub-nationale (M. Smale et E. Alpert, « *Making Investments Pay for Poor Farmers: A Review of the Evidence and a Sample of Options* »). L'annexe technique, par K. Sebastian, présente la méthodologie et les données utilisées pour mettre en carte les zones marginales (K. Sebastian, 2009, « *Mapping favorability for agriculture in low and middle income countries: technical report, maps and statistical tables* »). De plus, le Document de discussion d'Oxfam International sur l'agriculture a fait l'objet de nombreuses consultations.
- <sup>2</sup> A. Evans (2009) *The Feeding of the Nine Billion*, Londres : Chatham House.
- <sup>3</sup> R.E. Evenson et M. Rosegrant (2003) « The economic consequences of crop genetic improvement programmes », Chapitre 23 in R.E. Evenson et D. Gollin (eds.) *Crop Variety Improvement and its Effect on Productivity: The Impact of International Agricultural Research*, Wallingford, Oxon, Royaume-Uni : FAO and CABI Publishing : 495.
- <sup>4</sup> Calculs des auteurs basés sur les engagements de l'OCDE/CAD, les estimations du soutien aux producteurs et les données de la FAO sur les petites exploitations. Les investissements d'APD des États-Unis et de l'UE par exploitation couvrent la période de 1983 à 2007.
- <sup>5</sup> Données du Comité d'aide au développement de l'OCDE pour l'Aide publique au développement dans le secteur de l'agriculture. Accessible sur le site Web [www.oecd.org/dac](http://www.oecd.org/dac). Note : les chiffres de 2008 n'étaient pas disponibles lors de la préparation du présent rapport.
- <sup>6</sup> Calculs d'Oxfam GB et données de la Bank of Scotland.
- <sup>7</sup> Données de la Banque mondiale et de l'UNESCO.

© Oxfam International juin 2009

Ce papier a été rédigé par Emily Alpert, Melinda Smale et Kelly Hauser avec le soutien de Nienke Bientema et Javier Pérez. Oxfam remercie Kimberly Pfeifer et Joyce Kortland pour l'assistance qu'elles ont apportée pour sa production. Ce document fait partie d'une série de rapports écrits en vue de contribuer au débat public sur des questions de politique générale en matière de développement et d'assistance humanitaire.

Le texte peut être utilisé gratuitement à des fins de plaidoyer, de campagnes, d'éducation et de recherche, à condition que la source soit citée dans son intégralité. Le titulaire des droits d'auteur demande que toute utilisation de ce type lui soit signalée, à des fins d'évaluation de l'impact. Pour le copier dans d'autres contextes ou pour le réutiliser dans d'autres publications, ou encore pour le traduire ou l'adapter, l'autorisation préalable devra être obtenue et un paiement devra éventuellement être versé. Veuillez envoyer un e-mail à [publish@oxfam.org.uk](mailto:publish@oxfam.org.uk)

Pour obtenir un complément d'information sur les questions soulevées dans ce document, veuillez envoyer un e-mail à [advocacy@oxfaminternational.org](mailto:advocacy@oxfaminternational.org).

Les informations contenues dans la présente publication sont correctes au moment de mettre sous presse.



**Oxfam International**      [www.oxfam.org](http://www.oxfam.org)

Oxfam International est une confédération de 13 organisations qui travaillent ensemble dans plus de 100 pays pour trouver des solutions durables à la pauvreté et l'injustice :

Oxfam America ([www.oxfamamerica.org](http://www.oxfamamerica.org)); Oxfam Australia ([www.oxfam.org.au](http://www.oxfam.org.au)); Oxfam-in-Belgium ([www.oxfamsol.be](http://www.oxfamsol.be)); Oxfam Canada ([www.oxfam.ca](http://www.oxfam.ca)); Oxfam France - Agir ici ([www.oxfamfrance.org](http://www.oxfamfrance.org)); Oxfam Germany ([www.oxfam.de](http://www.oxfam.de)); Oxfam GB ([www.oxfam.org.uk](http://www.oxfam.org.uk)); Oxfam Hong Kong ([www.oxfam.org.hk](http://www.oxfam.org.hk)); Intermón Oxfam ([www.intermonoxfam.org](http://www.intermonoxfam.org)); Oxfam Ireland ([www.oxfamireland.org](http://www.oxfamireland.org)); Oxfam New Zealand ([www.oxfam.org.nz](http://www.oxfam.org.nz)); Oxfam Novib ([www.oxfamnovib.nl](http://www.oxfamnovib.nl)); Oxfam Québec ([www.oxfam.qc.ca](http://www.oxfam.qc.ca))

Les organisations suivantes, actuellement membres observateurs d'Oxfam International, travaillent vers une possible affiliation complète :

Fundación Rostros y Voces (México) ([www.rostrosyvoces.org](http://www.rostrosyvoces.org))

Oxfam Japan ([www.oxfam.jp](http://www.oxfam.jp))

Oxfam India ([www.oxfamindia.org](http://www.oxfamindia.org))

L'organisation suivante est liée à Oxfam International :

Bureau de Campagne d'Oxfam International et d'Ucodep (Italie)

Email : [ucodep-oi@oxfaminternational.org](mailto:ucodep-oi@oxfaminternational.org)

Pour de plus amples renseignements, veuillez téléphoner ou écrire à l'une des agences ou rendez-vous sur le site Web [www.oxfam.org](http://www.oxfam.org)

E-mail : [advocacy@oxfaminternational.org](mailto:advocacy@oxfaminternational.org)